



TOGO :

Page 3

CVJR	Processus de réconciliation au Togo : Interview Secrétaire général CACIT	2010.08.31
DIASPORA	Togo: la dictature françafricaine s'expose sur YouTube	2010.08.31
DIPLOMATIE	Drôle de visite à Khartoum - Faure Gnassingbé est-il allé demander conseils à Omar el-Béhir ?	2010.08.31
DROGUE	TCHANGAÏ Massamaesso mort et enterré : L'homme d'affaires GADO introuvable	2010.08.31
MEDIAS-PRESSE	Faure : Il est assis sur 500 crânes et ose porter des plaintes	2010.08.31
MEDIAS-PRESSE	Le quotidien Liberté dénonce une tentative de musellement de la presse	2010.08.31
POLITIQUE	Le Ministre TITIKPINA et le mensonge	2010.09.02
POLITIQUE	FRAC Veillée de prière en l'église de Hanoukopé encore empêchée par les forces de l'ordre	2010.09.01
POLITIQUE	Au Togo, les membres du Mca libres depuis ce jour !	2010.09.01
POLITIQUE	Qui a porté plainte contre Faure pour génocide?	2010.08.31
POLITIQUE	Etouffer à tout prix contestation, complots en préparation contre J-P FABRE et Mana SOKPOLI	2010.08.30
POLITIQUE	Un petit « trick » de Gilchrist et le Dr GALLEY est perdu !	2010.08.28

INTERNATIONAL

AFRIQUE PAYS

Page 20

BURKINA FASO	Alain Yoda, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale du Burkina Faso	2010.09.01
CONGO	RDC Crever l'abcès	2010.09.04
CONGO	RDC Afrique des grands lacs Dix ans de massacres en RDC, la vérité au grand jour	2010.09.04
GUINEE	Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo vont s'expliquer chez Blaise Compaoré	2010.09.01
SOUDAN	El-Béhir défie la Cour pénale internationale	2010.09.01
KENYA - SOUDAN	Kofi Annan demande à Nairobi de clarifier sa position sur la CPI	2010.09.01
MOZAMBIQUE	La colère gronde à Maputo	2010.09.04

AFRIQUE SOCIETE

Page 33

JUSTICE	Les chefs d'Etat africains ont-ils peur de la CPI ?	2010.09.01
SANTE	La cybersanté au menu de la 60e session de l'OMS Afrique	2010.08.31

ASIE

Page 36

THAILANDE	Des chemises rouges chauffées à blanc	2010.08.30
-----------	---------------------------------------	------------

MOYEN-ORIENT

Page 39

IRAK	«Parce que vous pensez que les Américains vont vraiment partir?»	2010.09.01
------	--	------------

TOGO



iciLome

CVJR Processus de réconciliation au Togo : Interview Secrétaire général CACIT

8/31/2010 - Depuis le début des travaux de la commission vérité, justice et réconciliation, beaucoup se demandent quel sort doit être réservé aux plaintes déposées en justice pour le compte des victimes par différentes structures dont le CACIT. Pour réfléchir sur la question, ce Collectif a organisé la semaine dernière une table ronde qui a regroupé des députés à l'assemblée nationale, des magistrats, des avocats, des journalistes, des officiers supérieurs des forces armées, de la gendarmerie, des défenseurs des droits de l'homme, des autorités religieuses et traditionnelles. Dans une interview accordé au journal « La Semaine », le Secrétaire général du CACIT, André Kangni AFANOU a bien voulu revenir sur cette activité.

Quelle importance revêt pour le CACIT table ronde ?

Cette activité est importante pour nous à plus d'un titre. Pour mieux en saisir la portée, il suffit de voir le contexte qui prévaut actuellement au Togo à savoir d'abord des victimes de 2005 et d'avant qui continuent par se demander si justice leur sera faite et si elles peuvent espérer obtenir des réparations adéquates par rapport aux torts qui leur ont été causés, ensuite la Commission vérité, justice et réconciliation qui a entamé ses travaux et enfin les organisations de défenses des droits de l'homme qui continuent, aussi bien au Togo qu'en dehors du pays, par demander que l'on mette fin à l'impunité dans le pays. Tout ceci a lieu alors que les violations des droits de l'homme sont encore observées à différents niveaux dans le pays.

Et ce qui est paradoxale dans ce contexte, c'est que tous les acteurs, ou presque, continuent de parler de réconciliation et de la nécessité pour les Togolais de se mettre ensemble pour construire l'avenir. En ce qui nous concerne, nous adhérons à cet impératif de réconciliation et nous disons tout simplement qu'il faut tout faire pour asseoir cette réconciliation sur des bases véritablement durables. Souvenez-vous en effet des expériences passées au Togo ou même de l'histoire politique d'autres pays comme la Sierra-Leone avec l'accord de Lomé entre Fodey Sankoh et le régime sierraléonais d'alors ou même l'Angola avec l'accord entre le MPLA du président Dos Santos et l'Unita de Jonas Savimbi. Dans ces deux cas, faute d'avoir posé des bases sérieuses pour la réconciliation, on a assisté à une recrudescence de la violence. Par contre, quand on voit ce qui s'est passé en Afrique du Sud il y a quelques années sous le président Mandela, quand on voit ce qu'il y a eu il y a quelques semaines au Kenya avec Raila Odinga et Moi Kibaki qui défendent ensemble le même projet de constitution, on ne peut que souhaiter un processus sincère et durable pour notre pays le Togo.

Et la table ronde vise justement à voir dans quelle mesure les travaux de la Commission vérité, justice et réconciliation et les plaintes que le CACIT a déposé en justice peuvent concourir à un réel apaisement et à la fin de l'impunité au Togo. Nous sommes heureux d'avoir pu compter parmi nous des personnalités importantes à l'instar de Mgr Barrigah lui-même, du premier ministre Koffigoh, des députés à l'assemblée nationale, des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme, des magistrats, des officiers supérieurs des forces de l'ordre et de sécurité, des journalistes, des autorités traditionnelles et religieuses et des défenseurs des droits de l'homme. Une seule question nous a préoccupé à savoir si, dans

Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

la quête de réconciliation, les plaintes en justice, à l'instar de celles déposées par le CACIT, pouvaient être prises en compte parallèlement aux travaux de la Commission et quelles sont les écueils à éviter pour que l'instruction de ces plaintes servent d'autres causes que celles de la réconciliation.

Que peuvent changer les recommandations issues de ces assises dans actions pour la réparation ?

Il faut juste rappeler dans un premier temps que les participants à la table ronde ont dans un premier temps réaffirmé la complémentarité des actions entre la CVJR, l'appareil judiciaire et les organisations de la société civile. Ils ont alors formulé des recommandations pour que l'instruction de ces plaintes soit effective.

Pour nous, ces recommandations sont importantes dans la mesure où elles viennent nous conforter dans l'idée que les magistrats togolais peuvent, si on leur fait confiance, instruire valablement les plaintes qui sont déposées auprès de leurs juridictions respectives. Nous sommes surtout heureux de la possibilité qui a été affirmée d'une convergence entre les actions de la CVJR et celles initiées sous la houlette du CACIT auprès des tribunaux.

Avec ces recommandations, nous espérons donc que nos magistrats qui sont maintenant informés des défis et contraintes qui peuvent exister et qui surtout savent les voies et moyens pour une instruction judiciaire de ces dossiers, vont entamer l'instruction de ceux-ci.

Quel bilan dressez vous au CACIT de la lutte contre l'impunité au Togo ?

Au CACIT, nous sommes parmi ceux qui estiment que la situation des droits de l'homme a beaucoup évolué dans le pays. Aujourd'hui les textes existent pour protéger les citoyens, la société civile dispose d'une marge de manœuvre plus grande, certains droits et libertés sont plus garanties qu'avant et surtout les autorités, du moins dans leurs discours officielles, ont clairement choisi la voie la lutte contre l'impunité. Souvenez-vous du discours prononcé en juillet 2007 à Atakpamé par le président Faure qui y disait que « plus jamais ... »

En même temps que nous sommes satisfait de ces aspects, nous avons de sérieuses raisons de nous inquiéter quand on sait que jusqu'à ce jour les auteurs présumés des violences politiques de 2005, dont certains sont connus, continuent de côtoyer librement nos concitoyens sans être aucunement inquiétés ; de plus, un certain nombre d'évènement comme le décès de Atsutsè Agbobli continue de demeurer un mystère et on se demande ce que les autorités attendent pour diligenter une enquête véritablement indépendante sur la question. En outre, un certain nombre d'évènements malheureux auxquels on a assisté ces dernières semaines avec des préfets qui interdisent de façon capricieuse des manifestations pacifiques à l'intérieur du pays sans que leur hiérarchie ne les rappelle à l'ordre, des personnes qui sont détenues depuis des mois sans être jugées et, dans certains cas, sur des bases ridicules (je pense à Guillaume Coco et Fulbert Attisso), des bastonnades et des menaces contre les journalistes nous donnent de réels sujets d'inquiétudes non seulement à nous mais à nos collègues militants des droits de l'homme aussi bien au Togo qu'à l'extérieur du pays. Nos collègues des autres pays ne cessent pas de nous appeler et de nous interpellier pour savoir ce qui se passent au juste et ce qu'ils peuvent faire pour nous aider à ce que les

droits de l'homme prévalent et que l'impunité cesse.

Nous pensons que les uns et les autres doivent savoir qu'un environnement où l'impunité prévaut et où les citoyens sont sans cesse dans la hantise d'une arrestation et/ ou d'une bastonnade, un environnement où tous les jours les juges doivent recevoir des plaintes alors que, dans leur âme et conscience, ils savent que les raisons pour lesquelles les citoyens sont envoyés devant eux sont plus politiques qu'autre chose, cet environnement là, n'est pas favorable à la consolidation de la paix sociale, encore moins à un vrai démarrage de l'activité économique avec le retour des investisseurs. Or le souci du chef de l'Etat et de son gouvernement, c'est la lutte contre la pauvreté et la relance de l'économie. Faisons donc en sorte qu'avec la fin de l'impunité et le respect des droits de l'homme, le pays soit plus attractif aux potentiels partenaires et investisseurs que ces voisins béninois et ghanéen. Que Dieu nous y aide.

**Propos recueillis par David Amékoudji,
« La Semaine »**



Paru le Mercredi 25 Août 2010 ANTOINE VENCESLAS AYIKUTU*

RÉPRESSION - Depuis l'élection truquée de mars, la situation des droits humains s'aggrave au Togo.

«Tu enlèves la photo! Tu sais qui je suis? Je suis le conseiller du chef d'état-major de l'armée de terre. Tu veux que j'appelle le RCPG (Régiment commandos de la garde présidentielle) pour foutre un peu d'ordre là-dedans? Alors, je demande d'enlever les photos.» Voilà les propos tenus le mardi 10 août par le lieutenant-colonel Romuald Letondot. Cet officier français en mission au Togo s'adressait au reporter du quotidien togolais Liberté, qui venait de le prendre en photo. Le journaliste le soupçonnait d'encadrer la répression d'une manifestation de l'opposition par la gendarmerie. Bien que condamnés par Paris, les errements de son officier suscitent bien des questions à propos des relations qu'entretient la France avec ses ex-colonies. Surtout, cet incident dont la vidéo circule sur YouTube1 confirme que malgré le décès du dictateur Gnassingbé Eyadema en 2005, la nature du régime n'a pas changé sous le règne de son fils. Depuis sa réélection lors de la présidentielle truquée du 4 mars dernier, Faure Gnassingbé procède par la corruption et la terreur pour mettre le Togo sous sa botte. Et pourtant, après le massacre d'au moins cinq cents personnes lors des élections de 2005, il avait parcouru le monde avec de beaux discours, la promesse de réconcilier les Togolais et d'engager le pays sur la voie de la démocratie. Il mena d'interminables et stériles discussions avec l'opposition, et mis en place de façon unilatérale une Commission vérité justice et réconciliation (CVRJ). De la poudre aux yeux de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne visiblement lassée par la crise politique togolaise.

Autocrate décomplexé

Le 4 mars dernier, Faure Gnassingbé s'est donc octroyé un second mandat au terme d'un processus électoral contrôlé en amont et en aval par le tout puissant ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona. Tout a été fait pour qu'il n'y ait plus de morts et plus besoin d'envoyer les militaires et les milices du pouvoir saccager ou emporter les urnes comme en 2005. Ceci a été la seule avancée de ce processus électoral sur lequel bien des observateurs ont choisi de fermer les yeux. Les bourreaux se sont une fois encore proclamés vainqueurs, et le peuple togolais se retrouve seul avec l'impression d'être victime d'un complot.

Aurolé donc du satisfecit de la France et de l'UE, Faure Gnassingbé croit désormais disposer de la totale légitimité qui lui avait manqué au cours de son premier quinquennat. Il s'emploie donc à réinstaller pleinement un système basé sur le non-droit et la répression. La situation des droits de l'homme se dégrade de façon sensible au Togo. Pour étouffer la contestation populaire née du scrutin du 4 mars 2010, le régime togolais procède à la répression brutale avant d'envisager des solutions plus pernicieuses. Les censures et menaces contre les journalistes, de même que les interpellations arbitraires de militants d'opposition sont devenues fréquentes. Dernier exemple en date, l'enlèvement le 11 mars dernier de Komdédzi Kofi Folikpo. Coordinateur et porte-parole de l'organisation citoyenne panafricaine basée en Suisse Pyramid of Yeweh, il était venu à Lomé soutenir la mobilisation de l'opposition.

Les bourreaux convoquent les victimes

Le processus de réconciliation promis par l'héritier d'Eyadema n'est pas crédible, car il a été décrété par des bourreaux qui règnent toujours sur leurs victimes. Contrairement à ce qu'ont connu d'autres pays africains, cette prétendue réconciliation chemine au Togo de concert avec des dissolutions de partis, des emprisonnements, des enlèvements et des intimidations.

La CVRJ que préside Mgr Nicodème Anani Barrigah-Bénissan relève du cynisme politique. Après l'époque de la « complicité » de l'ancien archevêque Casimir Dosseh-Anyron, vis-à-vis des crimes du général Eyadema, l'épiscopat togolais est accusé de fermer les yeux sur les dérives autocratiques du régime de Faure Gnassingbé. La composition même de la commission trahit les intentions de ses initiateurs. A part le prélat, les dix autres membres sont des inconditionnels du RPT, le parti au pouvoir. A commencer par la vice-présidente Kisse Tchangai-Walla, qui avait, à la tête de la commission électorale, validé la mascarade de 2005.

En somme, on voit des responsables de massives violations des droits de l'homme qui, sans aplanir les sujets litigieux, sans faire le moindre geste de repentance, et surtout, sans mettre un terme à leurs actes de brutalité sur les populations civiles, s'arrogent le droit de convoquer leurs victimes pour un processus de réconciliation placé sous leur contrôle.

Cette Commission vérité justice et réconciliation est un pur artifice destiné à flouer la communauté internationale. Mais une chose est sûre, ce projet, introduit de façon cavalière, est voué à l'échec. C'est une certitude car aucune issue harmonieuse ne peut s'offrir à l'ensemble de la société togolaise tant que les pratiques du déni de droit et du mépris de la personne sont érigées en système de gouvernance politique, économique et sociale. I

Note : * Journaliste togolais exilé en Suisse.

Titre et intertitres de la rédaction.

1 http://www.youtube.com/watch?v=wcVvyhgu_2M&feature=related



DIPLOMATIE Drôle de visite à Khartoum - Faure Gnassingbé est-il allé demander conseils à Omar el-Béhir ?

Des voyages intempestifs et onéreux de Faure Gnassingbé aux frais du pauvre contribuable togolais, on ne cessera pas d'en parler, même si cela vaut actuellement une plainte contre un confrère. Le « Leader nouveau » a récemment enclenché une série qui l'a conduit un peu partout en Afrique et à travers le monde. Après des capitales africaines pour des célébrations des 50 ans d'indépendance, il s'est rendu en Chine pour une semaine de villégiature avec une très forte délégation. Il enchaînera avec une visite des plus inhabituelles qui suscite de la polémique.

Faure Gnassingbé était ce week-end au Soudan chez le fameux Omar el Béhir. Selon le porte-voix du pouvoir, le très contesté Pascal Bodjona, ce déplacement se situe dans la droite ligne du soutien de l'Union Africaine au président soudanais dans ses tribulations avec la Cour pénale internationale. Le voyage se situerait par ailleurs dans l'optique de rencontrer les dirigeants de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA) qui financerait ou s'apprête à financer au Togo plusieurs projets sur les plans agricoles et assainissement urbain à hauteur de dix (10) milliards F CFA. La BADEA devrait, entre autres, financer le bitumage du tronçon Kpalimé-Atakpamé qui a pourtant débuté depuis un certain temps.

On ne peut que se réjouir que des bailleurs de fonds consentent financer des projets au Togo. Mais au-delà des pseudo-avantages claironnés sur tous les toits, il faut avouer que la destination de ce voyage sort du lot. On peut concéder que le « Leader nouveau » tienne à assister à tous les défilés commémoratifs des 50 ans d'indépendance sur le continent, se rende en villégiature en Chine pour la cause de l'Exposition universelle de Shanghaï, mais ce déplacement à Khartoum choque, au regard de la personnalité visitée.

L'hôte est un certain ...Omar el-Béhir, un nom qui à lui tout seul suscite controverse. Il doit être le second homme le plus recherché de la planète, après bien sûr le patron d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui par la Cour internationale pour génocide, crime de guerre et crime contre l'humanité. Il est donc ardemment recherché par Luis Moreno-Ocampo pour répondre de tous ces crimes. L'homme est réputé antipathique aux droits de l'Homme. Il est accusé de la mort de plusieurs centaines de milliers de Soudanais au Darfour et d'avoir fait plus de trois (03) millions de déplacés. Omar el-Béhir n'est donc pas l'homme le plus fréquentable au monde. Un euphémisme pour ne pas dire qu'il est une paria que tout le monde cherche à éviter, pour ne pas s'attirer les foudres de la communauté internationale.

Bien que l'UA lui déclare un étonnant soutien, les Chefs d'Etat individuellement le fuient. C'est ainsi qu'il est rarement invité aux rencontres internationales sur le continent. En tout cas très peu de chefs d'Etat africains osent l'inviter et lui afficher individuellement leur soutien, si ce ne sont ceux qui sont habitués aux scandales, comme le Guide libyen Muammar Kadhafi. Parfois des rencontres internationales sont boudées par certaines personnalités du monde lorsque Béhir y est annoncé. Ses déplacements à l'extérieur sont conçus comme une caution du président hôte aux violations des droits de l'Homme et aux crimes qu'il a commises au Darfour. On évite donc de s'afficher à ses côtés pour ne pas courroucer la communauté et la Cour pénale internationale, les organisations de défense des droits de l'Homme. Une récente visite du « wanted » au Kenya a fait couler de l'encre et de la salive. C'est le Président Barack Obama même qui a pris le devant des critiques. Très tôt le Premier ministre de transition Raila Odinga s'est démarqué de cette visite pour faire porter le chapeau au Président Mwai Kibaki. Le sommet de l'Etat aurait après coup présenté des excuses pour cette visite. Il est reproché par ailleurs au pouvoir kényan de n'avoir pas appréhendé Béhir pour le remettre à la CPI.

Le bon sens n'arrive donc pas à comprendre qu'au moment où le Président soudanais est fui comme la peste, Faure Gnassingbé qui fait quotidiennement des clins d'œil à la communauté internationale, déclame dans les discours un respect des droits de l'Homme, puisse avoir le culot de s'afficher aux côtés du « client » de la CPI. Ce n'est pas pour redorer son image déjà écornée par les circonstances de sa montée au pouvoir en avril 2005. Et le « Leader nouveau » risque de s'attirer les foudres de Luis Moréno Ocampo quand on sait que la CPI lance chaque année, en vain, des appels aux autorités togolaises afin que notre pays ratifie le statut de Rome qui a fondé la Cour.

Les détracteurs de l'« Esprit nouveau » y voient une visite de la tortue à l'escargot. On parle tout simplement d'acointances entre deux violateurs invétérés des droits de l'Homme. En effet Faure Gnassingbé a dû marcher sur le crâne et dans le sang d'un millier de ses compatriotes avant de parvenir au pouvoir en 2005. Même si sa réélection (sic) en mars dernier est moins sanglante, l'homme s'illustre aujourd'hui par des dénis de droits hors-pairs. Les partis politiques de l'opposition sont destabilisés en cascade, des misères faites aux contestataires de sa « victoire », la presse critique muselée. Certains voient en cette visite de Faure Gnassingbé à Béchir une tentative d'aller à l'école du « wanted » pour asseoir son régime d'oppression au Togo.

Tout compte fait, les réels mobiles de ce déplacement doivent être autres que ceux avancés. C'est assez bizarre que pour un voyage juste de soutien et à visée économique, Faure Gnassingbé embarque des officiels dont les prérogatives n'ont rien à voir avec ces thèmes, les membres de son cercle immédiat qui jouent des rôles funestes dans la dégradation actuelle de la situation sociopolitique au Togo : Pascal Bodjona et Atcha Titikpina.

Tino Kossi

LIBERTE HEBDO TOGO



DROGUE TCHANGAÏ Massamaesso mort et enterré : L'homme d'affaires

GADO introuvable



Mardi, 31 Août 2010 14:08

Des rumeurs circulaient à Lomé qu'il serait le premier responsable de l'arrestation de l'ancien capitaine des Eperviers Tchangai Massamaesso en Chine muni d'une quantité de drogue. Lui, c'est Gado propriétaire de l'hôtel Concorde à Kara, de la société CCP et de la galerie Concorde à Lomé. De l'interpellation de l'Epervier en Chine à son dernier envol dans le ciel serein de son Kéao natal, Gado est dit-on, porté disparu tel un gaz échappatoire. Il s'est terré dans un trou noir ne veut pas de problème, alors il doit se cacher en attendant que la vague se calme et que les uns et les autres oublient. Homme d'affaires de son Etat, Gado est originaire de la préfecture de la Binah (Pagouda) comme feu Tchangai Massamaesso. De sources proches de l'homme d'affaires, Tchangai était l'un de ses envoyés spéciaux dans des coups fourrés de la poudre blanche. Les Chinois qui ont mis la main sur lui ne lui ont donné aucune chance. Cas Taffa Mourane, filière colombienne au Togo, cas Eugène Attigan et beaucoup d'autres anonymes bénéficiant du trafic très juteux de la poudre, le comité anti drogue du Colonel Bodombena et la Commission de lutte contre le trafic de drogue et des stupéfiants du Général Gnofame ne voient que du bleu. Et si les deux officiers d'opérette lorgnaient aussi du côté où la force brute réside !

Igomzikpe Malika Lynx.info



Mardi, 31 Août 2010 17:17

Le cancre de la République a encore frappé ! Et qui pouvait l'en empêcher ? Lui que le confrère Liberté Hebdo décrit comme cet « enfant né dans un luxe insolent et qui y a grandi, qui naturellement n'a pas connu ce qu'on appelle humilité, modestie, crainte de Dieu, amour du prochain, courtoisie et patriotisme, à qui l'on a essuyé les chaussures, lavé le linge, balayé la chambre, et de se mettre dans la peau du citoyen lambda de manière générale ». Faure est un fauve ! Pour les naïfs de 2005, date de la capture de son pouvoir, il allait faire oublier le passé brouillon de son père. Beaucoup ont même été jusqu'à trouvé en lui un métis. Il est de père nordiste et de mère sudiste comme si ces postulats suffisaient pour faire d'un homme, un chef d'Etat qui respecte les règles les plus élémentaires de la démocratie et du bien être d'un peuple. On a parié des morceaux de pain qu'il fera mieux que son père que d'aucuns disaient être victime d'un passé colonialiste. Que nenni ! Il paraît que les statistiques montreraient que le père défunt bien que brouillon et avec des comportements rudimentaires comme méthodes de gestion au sommet de l'appareil de l'Etat avait des performances acceptables à celle du fils. Le confrère Liberté hebdo résume le mieux le fils dans sa parution N° 761 du mardi 13 juillet 2010, dans un titre qui en dit long : « Quand l'incapacité de gouverner se révèle finalement comme une tare ». Plus loin, et tous azimuts ses exploits que le confrère décrit avec brio « Au nom de la sexocratie, la démocratie du sexe, par le sexe qui bat son plein au Togo, certaines intimes du fils de la nation, sont très jalouses de la percée de l'ex-fonctionnaire du PNUD et n'hésitent pas à le faire savoir » Et qui peut lever son petit doigt au Togo et démentir que l'âme du préfet de la République ne se repose pas entre les cuisses de petites lolitas de nos villes ?

Faure et ses plaintes !

De deux choses l'une. Soit c'est Faure qui est devenu une vraie plaie pour les Togolais, ou se sont les Togolais qui l'empêchent de devenir une plaie pour leur devenir et celui de leurs enfants. En six années de règne, il laisse le Togo comme il l'a trouvé. La gabegie a pris des proportions importantes couplée d'une inquiétude rampante qui a pris tous les familles. L'arbitraire, lui même il en est devenu le parrain, le vrai. La corruption, on a jamais aussi été corrompu au Togo que sous son règne. Les réformes, les vrais qu'il faut mettre à son actif est le musèlement de la presse et les histoires des dessous de jupes. Un général tout aussi corrompu résume celui qu'ils ont choisi en 2005 « Avec Faure, l'on peut dormir tranquille. Il a les filles pour la nuit et personne n'est inquiété ». Effectivement personne ne peut être inquiété. Même le général Tidjani Assani et le commandant Félix Kadhanga cités pêle-mêle dans le carnage de 2005 circulent et racontent encore devant des hôtes comment ils ont transformé les villes d'Aného et d'Atakpamé en une seule nuit en vrai goulag pour tortionnaires impénitents. Partout, le prince a déçu. Pire, il est le premier dans la dynastie des Gnassingbé à embastiller cinq frères et cousins jumelés dans les geôles. Faure piétine les lois les plus élémentaires jusqu'à en faire de la République, un lieu de non droit. Nous citerons pêle-mêle les crimes économiques et humains dont Nicolas Lawson du Parti pour la Rédemption (PRR) n'avait de cesse de dire que Faure était le vrai bénéficiaire.

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Et comble de l'ironie, celui que tous les Togolais rêvent de voir le corps sinon l'anus traverser par un croc de boucher, et exposer dans un stade de la République se veut aussi celui qui connaît ses droits. Ses devoirs de président restent un secret défense. Et comme si la honte ne tuait plus, c'est du haut de ses sautes d'humeur qu'il porte sa première plainte à la connaissance de son peuple : « L'Indépendant Express » va devoir répondre également à une seconde convocation pour une nouvelle plainte introduite par Faure Gnassingbé. Ce dernier reproche au journal, d'avoir allégué que sa gouvernance laisse à désirer, que même celle du Chef de l'Etat gambien. Pour cette seconde affaire, Faure Gnassingbé réclame 150 millions de Frs au titre de réparation de dommages et intérêts. » Une semaine plus tard, le second coup de massue à l'encontre du confrère Zeus Aziadouvo et cette fois ci celui lui et sa cour taxent d'être le plus proche de l'opposition, « Le chef de l'Etat requiert une amende d' 1 million de francs contre le quotidien pour délit de publication de fausses informations, il laisse aux juges, le soin de fixer le montant des dommages et intérêts, le moment venu. » Mais de quels juges parlent-ils ? Ceux qui sont phagocytés par une corruption des Gnassingbé ou ceux qui son persona grata dans sa République bananière depuis qu'ils ont osé dire le droit ? Aux dernières nouvelles Faure serait reparti dans sa tournée au ciel. Les pays respectables en ont marre du lardon aux milles et un visages. Trop polis de sang humain susurre t- on dans beaucoup de pays européens !

Alors, il a pris le chemin vers l'ami soudanais Omar El Béchir qui est recherché par la Cour Pénale Internationale (CPI) pour ses sorties effroyables contre les noirs au sud du Soudan. Faure n'est pas un apprenti dans ce domaine. Mais ce qu'on peut craindre est qu'il ne recommence pas ce qu'il avait proposé comme méthode aux Togolais pour devenir président de la République en 2005. Malheureusement pour les Togolais. Heureusement pour lui que Omar El Béchir est là pour lui donner les derniers cours en la matière.

Taffa Biassi Lynx.info

MO5 TOGO MEDIAS-PRESSE [Le quotidien Liberté dénonce une tentative de musellement de la presse](#)



Écrit par S. Dzaké Lundi, 30 Août 2010 16:56

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a porté plainte contre le quotidien privé Liberté pour diffamation et atteinte à son honneur. La citation à comparaître est parvenue au journal Liberté ce lundi. Il est demandé au directeur du journal de se présenter au tribunal de première instance pour deux citations le concernant, l'une ce 8 septembre 2010 et l'autre le 29 du même mois.

Certaines parutions de Liberté sont mises en cause dans cette affaire d'atteinte à l'honneur du chef de l'Etat. Ainsi l'article « Quand l'incapacité de gouverner se révèle comme une tare » du Numéro 761 du mardi 13 juillet 2010, est-il visé. Il en est de même de la parution Numéro 776 du 03 août 2010 « Gestion des affaires de l'Etat du Togo : La sexocratie ».

Le directeur du journal Liberté, Zeus Aziadouvo en a le « souffle coupé ». La plainte contre son journal arrive quelques jours seulement après le passage à tabac de son photo-journaliste Didier Ledoux, par les forces de l'ordre. Ce dernier avait, précédemment, eu maille à partir avec un coopérant militaire français, conseiller du chef d'Etat-major des Forces armées togolaises (FAT), photographié pendant la répression du congrès extraordinaire de l'UFC pro Fabre le 10 août dernier.

Depuis juillet, sept (7) journaux togolais dont un étranger se sont présentés devant le tribunal de première instance pour « diffusion de fausses nouvelles, diffamation et atteinte à l'honneur ». Le chef de l'Etat a déjà porté plainte contre l'hebdomadaire L'Indépendant Express pour atteinte à l'honneur dans une affaire de mœurs. Le président avait demandé 100 millions Cfa de dommages et intérêts pour laver son honneur « hautement sali. » De sources concordantes, d'autres citations sont en cours.

Les sept affaires seront jugés le 29 septembre prochain. Il existe une forte inquiétude dans le milieu médiatique que tous ces journaux soient condamnés à de lourdes amendes.

Le chef de l'Etat et son gouvernement sont suspectés de vouloir mettre fin à la liberté de presse à travers ces procédures inquisitoriales. Selon des sources autorisées, le gouvernement aurait juré de nettoyer les écuries d'Augias lors de son séminaire de gouvernement le 4 août dernier à Kara. Nous avons révélé cette nouvelle à l'époque; et les faits semblent confirmer l'information trop tôt.

www.mo5togo.com



POLITIQUE Le Ministre TITIKPINA et le mensonge

« En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être protégée par un rempart de mensonges » (Sir Winston Churchill)

M. Mohamed Atcha Titikpina est un militaire de carrière. Nous aurions pu lui accorder ce qu'on appelle en droit, des circonstances atténuantes, s'il avait eu à participer à des guerres, d'un; de deux, s'il débitait ses mensonges rocambolesques, et déshonorants de MINISTRE de la République « *en temps de guerre* ». Ces deux situations n'étant pas réunies, il y a lieu de se poser en dernier ressort, la question de savoir si, c'est parce qu'il a tellement assimilé la leçon de l'ancien Premier Ministre britannique au cours de ses stages militaires, que le mensonge est devenu pour lui presque un réflexe. Si c'est le cas, le ministre ne serait-il pas devenu un ministre très dangereux pour la République ? C'est ce qu'on croit savoir.

Nous étions le samedi 28 août. Dans la soirée, un communiqué a été diffusé sur les médias et signé du ministre. Ce communiqué fait croire que lors de la manifestation à laquelle le FRAC avait appelé la population, ce sont des pierres lancées par les partisans de Jean-Pierre Fabre qui avaient brisé la vitre arrière de son véhicule à Kodjindji. Comme nous le disions plus loin, le ministre est passé maître dans l'art de mentir, car ce n'est qu'un gros mensonge que M. Titikpina avait véhiculé dans son communiqué. Nous en apportons ici la preuve.

Dans notre parution du lundi 30 août dernier, la une de « *Liberté* » a montré deux images différentes du véhicule de J-P Fabre. La photo de la gauche présentait le véhicule plus un nuage de fumée épaisse visible à la gauche dudit véhicule. L'épaisseur de cette fumée était telle qu'on ne pouvait pas voir en travers. Le meilleur des ministres de la Sécurité que le Togo ait jamais connu voudrait-il faire croire que les pierres lancées par « *les partisans de J-P Fabre* » contre la lunette arrière de son véhicule étaient fumigènes ? C'est l'impression qu'on a.

Ces genres de sorties maladroites ne font pas du tout honneur à un ministre de la République qui, sous d'autres cieux, est censé être choisi pour ses qualités intellectuelles et morales et qui devrait à ce titre, servir de modèle à ses compatriotes. A la découverte en 2008, à la plage du corps sans vie de M. Agbobli Atsutsè, c'est le même homme qui était allé trop vite en besogne en publiant précipitamment un communiqué compromettant et à travers lequel il croyait sans doute produire un effet favorable. Ce fut l'effet inverse.

Il y a quelques semaines, une veillée de prière à l'Eglise Salem interdite au dernier moment avait suscité le mécontentement des jeunes qui protestaient et ripostaient aux jets de gaz lacrymogènes par des jets de pierres et l'incendie de pneus. Au cours de cet affrontement, de nombreux citoyens avaient été gravement blessés au crâne. Le même Titikpina sortira un communiqué dans lequel il fera cas de blessés graves et légers dans les rangs des forces de sécurité. Le connaissant, nous avons exigé que si c'était vrai, qu'il exhibe ses blessés à la télévision nationale comme ils l'ont toujours fait exprès pour provoquer la colère au sein des corps habillés. Ce fut même le cas pour ce gendarme surpris avec une arme à feu en pleine manif de l'Opposition au siège de l'UFC et passé à tabac.

Intervenant sur une radio à propos de la sortie du ministre, un compatriote, par politesse a utilisé un mot autre que le verbe mentir, sous prétexte qu'on ne dit pas qu'un ministre a menti. Nous, nous disons sans détour que le ministre Titikpina a menti, et c'est grave que cela vienne d'une autorité du rang d'un ministre. La seule manière pour une autorité d'éviter d'être accusée de mensonge, c'est de dire la vérité, ce qu'on a vu.

Alain SIMOUBA

MO5 TOGO POLITIQUE FRAC Veillée de prière en l'église méthodiste de Hanoukopé encore empêchée par les forces de l'ordre

[9/1/2010] - Comme de coutume depuis près de quatre semaines maintenant, la veillée de prière des mercredis du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) a été de nouveau empêchée par les forces de l'ordre. Les argousins aux ordres d'Atcha Titikpina, ministre de la sécurité et de la protection civile ont bouclé très tôt ce matin la zone de l'Église méthodiste Salem de Hanoukopé.

Les occupants de l'Église, les pasteurs sont enfermés à l'intérieur et empêchés d'en sortir, tandis que les militants et sympathisants du FRAC, eux, sont empêchés de rentrer. Les gendarmes et policiers armés sont toujours très nombreux aux abords de l'église, en début de l'après-midi.

Le pasteur de l'Église méthodiste a beau protester contre l'entrave à la liberté du culte, le pouvoir ne déroge pas à son obstination d'empêcher toute forme de rassemblement ayant trait à la contestation des résultats de la présidentielle de mars 2010. Il en est ainsi également des marches des samedis du FRAC.

Samedi dernier, les gendarmes ont tiré à bout portant sur le véhicule de Jean-Pierre Fabre, faisant voler en éclats le pare-brise arrière. Il s'agit de son véhicule de chef de groupe parlementaire acheté avec l'argent du contribuable togolais. Ainsi va le Togo.

www.mo5-togo.com



mercredi 1er septembre 2010 - ([AfriSCOOP Lomé](#)) — Ils se présentaient comme d'ardents défenseurs de la démocratie, et étaient même prêts pour opérer le sacrifice suprême pour que vive le « pouvoir du peuple par et pour le peuple » sur le territoire togolais. Eux, ce sont les membres du Mca (Mouvement citoyen pour l'alternance). Ils étaient détenus depuis mars 2010.

Fulbert Attisso, Guillaume Coco, Eric Solewassi et Abobi Yao Akakpo du Mca sont libres depuis cette matinée du 1er septembre 2010. Plusieurs sources proches de « Radio Kanal Fm » (l'une des principales radios privées de Lomé) ont confirmé ce matin leur libération, en précisant que les détenus du Mca ont été relâchés précisément à 11h20 minutes. La liberté que recouvrent Fulbert Attisso et ses compagnons d'infortune est toutefois « provisoire ».

En s'exprimant sur les ondes de la station radio citée dans les lignes antérieures avant cette libération, Me Kpandja-Adjare (président de la Ltdh, Ligue togolaise des droits de l'homme) déclarait : « Il s'agira d'une libération provisoire, en attendant que leur dossier soit instruit sur le fond ». « Le juge d'instruction a signé leur mise en liberté provisoire. La semaine prochaine, ils doivent se présenter devant ce même juge », a expliqué le président de la Ltdh. Les membres du Mca avaient été arrêtés pour avoir voulu mener des actions subversives après la proclamation entachée de fraudes des « résultats provisoires » de la présidentielle du 04 mars 2010.

Plusieurs responsables de différentes organisations de défense des droits de l'homme ont rendu visite, à maintes reprises, à Fulbert Attisso et à ses co-détenus à Kara (Nord du Togo). Ces visiteurs ont souvent estimé passable l'état de santé et d'esprit de ces prisonniers.

« Le peu que nous venons de dire est suffisant pour engager les lecteurs éclairés à se tenir sur leurs gardes, à se défier et de la louange et du blâme et du silence même; car le silence a aussi sa malignité et son injustice » (Rond d'Alembert)

Mardi, 31 Août 2010 22:48 Faure Gnassingbé, en l'espace d'une semaine a déposé à lui seul cinq plaintes contre la presse privée. Le plus cocasse dans toute cette avalanche de plaintes, c'est celle sous le prétexte d'être accusé d'incapacité de gouverner le pays.

Quel Togolais ne sait pas par exemple, que des proches de Faure Gnassingbé ont détourné des fonds dans ce pays et qu'il a fermé les yeux là-dessus et qui sont toujours à leur poste, s'ils n'ont pas connu la promotion ? Quel Togolais ne sait pas que sous Faure, la corruption a encore pris une proportion autrement plus inquiétante que du temps de son père, alors que depuis deux ans il a annoncé la mise en place d'une commission anti-corruption qu'on ne voit jamais ? En 2005, pour accéder au pouvoir dans son pays, il lui a fallu le sacrifice de plus d'un millier de ses compatriotes selon les organisations togolaises de défense des droits de l'Homme, environ cinq cents selon les Nations Unies. Le seul qui avait osé menacer réellement de porter plainte devant les tribunaux togolais contre Faure fut l'ex-plaisantin, et lui aussi ex-traître, qui comme son oncle Gilchrist avait choisi de salir l'image et l'honneur de la noble famille Olympio du Togo. Il s'agit de Harry Octaviano Olympio. Une véritable gageure quand on connaît le fonctionnement de la justice dans notre pays. Face à sa détermination, il se verra collé un délit imaginaire (cocktails molotov). Il prendra la clé des champs.

La question aujourd'hui est de savoir qui a porté plainte contre Faure devant la justice togolaise après qu'il eut fait couler le sang de ses concitoyens dont le seul crime commis avait été de dénoncer le vol de la victoire de l'Opposition et de la revendiquer ? Les Togolais se souviennent des conséquences de « cette témérité ». L'histoire retiendra que Faure aura été depuis les 50 années d'indépendance du Togo, le seul qui aura marché sur autant de cadavres humains pour accéder au pouvoir. C'était à la proclamation des résultats le 26 avril 2005, que les troubles avaient démarré. Faure ne saurait se prévaloir d'une quelconque innocence dans les tueries du 2005 sous prétexte que c'était Abass Bonfo qui assumait la transition.

Nul n'ignore que la réalité du pouvoir à l'époque c'est lui qui la détenait avec l'allégeance de l'Armée et que « le plus chanceux des Togolais » n'avait été qu'un faire-valoir, le temps de tromper la communauté internationale par un simulacre de retour à la légalité constitutionnelle qui n'en était pas un. Même une semaine après le scrutin, « le président élu » n'ordonnera pas l'arrêt du massacre. Tout porte à croire que cela répondait à une profonde aspiration personnelle. Il laissera les siens, parmi lesquels le Major Kouloum ainsi que Kpatcha Gnassingbé et leurs milices poursuivre de pauvres citoyens qui étaient indexés pour des peccadilles et traqués jusque dans leur dernier retranchement.. Le Gal Tidjani à bord d'hélicoptère n'épargnera pas les populations des Lacs dont beaucoup durent fuir en direction du Bénin. Si Faure était un homme politique capable de cultiver la tolérance et l'apaisement, il n'aurait pas dû laisser continuer le massacre sur tant de jours. C'était dans la foulée de ces représailles que l'Institut Goethe avait été incendié. Une Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) sera mise sur pied pour narguer les Togolais. Si aujourd'hui « le non élu », se permet d'ester en justice contre les journaux qui ne l'encensent pas, alors nous voulons lui demander : « Et si les parents des victimes devraient porter plainte contre vous ? ». De l'avis de beaucoup de compatriotes ces derniers temps, Faure est en pleine tourmente. Et c'est cela qui justifierait ses sorties en cascade par lesquelles il expose son propre derrière au public.

Alain SIMOUBA

LIBERTE HEBDO TOGO

LIBERTE

POLITIQUE Etouffer à tout prix la contestation, Des complots en préparation contre Jean-Pierre FABRE et la députée Mana SOKPOLI



Mardi, 31 Août 2010 22:48 - Le pouvoir RPT-AGO est décidé à anéantir ceux qui incarnent actuellement l'opposition au Togo. De sources bien informées, des scénarii sont en cours d'élaboration pour faire mal au nouveau président de l'UFC, Jean-Pierre Fabre et à la Déléguée nationale des Dames de l'UFC, Mme Mana Sokpoli. Les partisans du statu quo et leurs nouveaux alliés se prépareraient à lancer des jeunes aux trousseaux de Jean-Pierre Fabre. Ceux-ci chercheraient à agresser le candidat du FRAC à la dernière élection présidentielle et à faire porter le chapeau aux militants qui lui sont restés fidèles. Ces jeunes vont tenter de se

venger en arguant que le nouveau président de l'UFC n'a pas tenu sa promesse de prendre le pouvoir. Le complot aurait été déjà bien ficelé et il ne reste qu'à le mettre en branle.

Après donc le forfait, les autorités en charge de la sécurité monteraient au créneau pour pondre un communiqué du genre : « Pendant que les deux hommes échangeaient encore, les partisans agités de Jean-Pierre Fabre se sont mis à jeter des projectiles qui, malheureusement, ont brisé le pare-brise arrière du véhicule sus-indiqué. Ces actes de vandalisme qui sont de nature à troubler l'ordre public exposent leurs auteurs à la rigueur de la loi ».

L'autre responsable de l'UFC qui est visée est la députée Mana Sokpoli. Elle est accusée de mobiliser souvent les jeunes pour les manifestations du FRAC. Un complot d'agression contre sa personne est en cours de préparation. « Ils veulent en finir avec tous ceux qui soutiennent Jean-Pierre Fabre. Tout a été planifié et ils n'attendent que le moment opportun pour passer aux actes », confie l'une de nos sources.

Coco TCHAK
LIBERTE HEBDO TOGO



POLITIQUE Un petit « trick » de Gilchrist et le Dr GALLEY est perdu !



Samedi, 28 Août 2010 19:07

Un peuple, une réalité, une naïveté. Le peuple c'est le Togo. La réalité, c'est cette démission collective de ce peuple. La naïveté, c'est ce comportement qui fait qu'on ne distingue plus un intellectuel tenu à dresser un argumentaire cohérent qui éduque son peuple et fait rejaillir ces bienfaits à un citoyen ordinaire. Pour être clair, l'intellectuel Togolais n'est pas une valeur ajoutée pour son peuple, bien au contraire. Depuis quarante ans beaucoup ont fait des aller-et-retour vers la dictature.

D'autres sont rentrés définitivement et d'autres faute d'une lecture correcte de la situation togolaise sont en train de mettre les doigts sans même savoir qu'ils sont désormais des suppôts à la dictature. Conseiller du bassari-breton Kofi Yamgnane à Sursaut, le mouvement qui veut devenir parti politique au Togo, le Dr Galley a étonné plus d'un dans une interview dont les propos sont à la limite un condensé de tout ce que les togolais connaissent. Sur les droits de l'homme, le Dr souhaite la libération de Kofi Folikpo de la prison mais en appelle pas Gilchrist Olympio au sacrifice pour sa sortie rapide quand on sait que le ministère des Droits de l'homme revient à Léonardina Wilson une proche de l'UFC version Gilchrist. Sur Gilchrist Olympio, une protection rapprochée qui frise la « naïveté dangeureuse » même parfois le cynisme qui caractérisent les intellectuels togolais. C'est un Frédéric Galley sûr de lui-même et de son client qui porte la robe d'avocat pour sa défense : « Je suis allé chez Gil comme je l'ai dit plus haut. Il ne m'a pas donné l'impression de quelqu'un qui roule actuellement sur des matelas de billets de corruption. Son mobilier n'est pas renouvelé depuis un certain temps. De plus, il s'est plaint auprès de moi de l'augmentation permanente des charges de copropriété de son immeuble, augmentations incessantes qu'il ne supportait plus ». Autant demander à la quatrième fortune du monde de l'année 2007, le suédois [Ingvar Kamprad](#) et patron d'Ikea pourquoi il n'a toujours pas remplacé sa table à manger qui est vieille de trente ans ! C'est curieux de savoir que le Dr n'ait pas demandé à Gilchrist combien il pèse en banque pour vivre dans le quartier le plus cher de Paris. C'est un Gil qui noie son hôte en jouant au pauvre. Et ça marche, le Dr ne connaît pas le jeu des "tricks" de l'opposant au parcours politique le plus ambigu de l'histoire du Togo. Les lecteurs sont appelés à se faire une idée du Dr Galley ! Voilà un conseiller de Kofi Yamgnane qui pense que c'est en changeant son mobilier et en se plaignant des charges que l'on a, qui fait qu'on n'est pas corrompu. Par le passé, ceci pouvait être digérable dans un Togo où on croyait aux inepties de ceux qui sont allés à l'école des blancs et y vivent. De ceux qui enseignent les blancs dans leurs universités, soignent les blancs dans leurs hôpitaux et conseillent les blancs dans leurs banques.

Et comme par hasard, ce sont les Rptistes seulement au Togo qui pensent et croient que c'est Gilchrist qui est un corrompu, le Dr Galley lance son avertissement et tance à ses RPTistes d'arrêter le dénigrement : « Arrêtez donc messieurs les Rptistes de dénigrer de cette façon-là ce Monsieur qui certainement a commis l'erreur de ne pas prendre assez de précautions pour dîner avec vous et qui bientôt, je l'espère va ouvrir complètement les yeux sur la réalité de vos manipulations. » Si le ridicule nous était racontée ! Et qui manipulerait qui alors ? Ceux qui défendent encore Gilchrist bec et ongles en dépit de tout ce que chaque Togolais connaît désormais sur lui, ses tours de bisbilles avec les Gnassingbé, ses tares en politique ou ce peuple qui ne sait plus où mettre le nez ? Le pire disait le confrère défunt Norbert Zongo est : « le silence des hommes bons ». Pour un poste de ministre de l'Enseignement Supérieur quelque part au Togo que Gilchrist a donné à un nom qui ressemble fort et par hasard à celui d'un Galley, et qui n'est autre que François Galley, c'est un autre Frédéric Atsu Galley du haut de ses seringues et bistouris qui devient défenseur du sauveur Gilchrist Olympio. Et comment? **Camus Ali Lynx.info**

AFRIQUE PAYS



BURKINA FASO Alain Yoda, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale du Burkina Faso

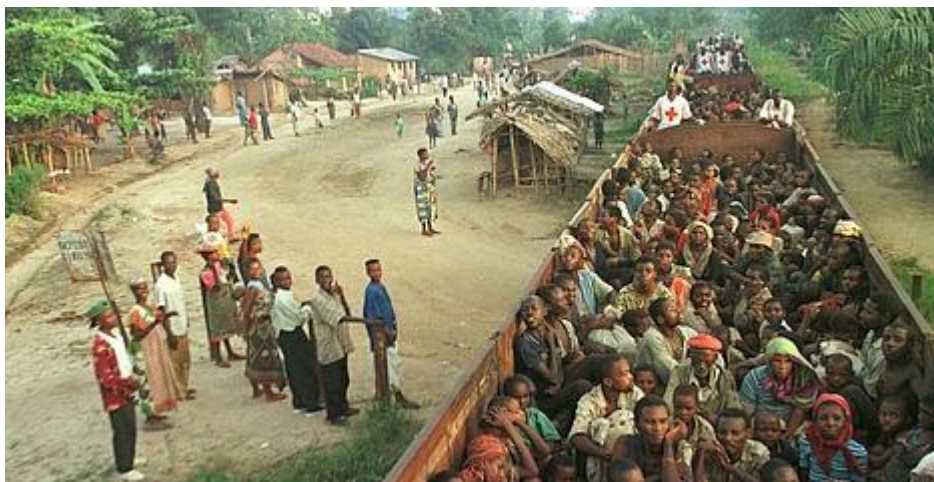
Par [Sarah Tisseyre](#) mercredi 01 septembre 2010

Depuis les crises au Togo, ou au Niger dans les années 1990, jusqu'aux négociations avec al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) pour faire libérer des otages, en passant par les transitions en Guinée ou en Côte d'Ivoire... Il est devenu un médiateur incontournable en Afrique de l'ouest. J'ai nommé le Burkina Faso et son président, Blaise Compaoré.

Alain Yoda, le chef de la diplomatie burkinabè est en visite à Paris. C'est l'occasion de faire le point avec lui ce matin sur les médiations en cours. Au programme : des entretiens avec son homologue français Bernard Kouchner, avec Eric Besson, le ministre de l'Immigration, ou encore avec le directeur général de l'Agence française de développement.

LE TEMPS CONGO RDC Afrique des grands lacs Dix ans de massacres en RDC, la vérité au grand jour

[Angélique Mounier-Kuhn](#) samedi 4 septembre 2010



Des réfugiés hutus rwandais arrivent à Biaro, en RDC. Beaucoup d'entre eux seront massacrés. (AO)

Les pays de la région des Grands Lacs ont multiplié les pressions pour étouffer l'inventaire du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Chacun a pris part aux atrocités qui ont transformé la RDC en un champ de bataille sans précédent entre 1993 et 2003. Il sera publié le 1er octobre

En septembre 2005, à proximité de Rutshuru, une ville du Nord-Kivu, province de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), des soldats creusent le sol pour y installer des latrines. Leurs pelles exhument des ossements. Rapidement, les langues alentour se délient et les militaires congolais sont menés à d'autres fosses communes. Combien d'êtres humains gisent ici? Plusieurs dizaines, des centaines peut-être, achevés par balle ou à la machette. Les victimes sont probablement hutues, massacrées entre octobre et novembre 1996, alors que l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) du chef rebelle Laurent Désiré Kabila et ses alliés de l'Armée patriotique rwandaise (APR) entament leur marche à travers le Zaïre, direction Kinshasa, pour y renverser le maréchal Mobutu.

Les Nations unies, dont une mission de maintien de la paix, la Monuc, a été déployée dans le pays en 1999, ouvrent une enquête. Elle est la première pierre d'un gigantesque travail d'inventaire des crimes perpétrés entre 1993 et 2003 en RDC, théâtre des conflits polymorphes les plus atroces depuis la Seconde Guerre mondiale, dont les victimes civiles se comptent en millions. Baptisé projet mapping, il sera réalisé trois ans plus tard par l'ONU.

La semaine passée, en dévoilant les principaux enseignements de ce rapport dont il s'était procuré une «version quasi définitive», le quotidien [Le Monde](#) a soulevé une tempête diplomatique qui a soufflé jusqu'au sommet de l'ONU, à New York. «La pression est monumentale», relève un expert suisse. En langage cru, ce rapport est «une patate chaude», de la «dynamite», assure un observateur américain. Un document consignait une série de vérités historiques, connues des spécialistes de la région, mais que la communauté internationale avait toujours maintenues sous le boisseau.

Ce rapport incarne aussi l'espoir, même ténu, de voir un jour les fossoyeurs du peuple congolais et des réfugiés sur son sol traduits en justice. Après une semaine d'incertitude et de bras de fer dans le cabinet du secrétaire général, Ban Ki-moon, l'ONU a annoncé que le projet mapping serait publié le 1er octobre prochain. Le sera-t-il dans une mouture remaniée, voire expurgée? Pour les uns, ce risque était réel, c'est l'une des hypothèses avancées pour expliquer sa fuite dans Le Monde. Mais dorénavant, la crédibilité de l'ONU est en jeu: le rapport n'a pas seulement été éventé dans la presse. Tout un chacun peut le trouver sur Internet, en français comme en [anglais](#).

Les charniers du Nord-Kivu ne sont pas les premiers à avoir été mis au jour; ni les derniers. En 2005, leur découverte agit pourtant comme un électrochoc: les exactions commises en masse sur le sol congolais depuis le début des années 1990 n'ont jamais fait l'objet de condamnations judiciaires; toutes les velléités d'enquêtes ont été étouffées. La machine onusienne se met en branle. Kofi Annan, le secrétaire général à l'époque, décide d'envoyer en RDC une commission chargée de «dresser l'inventaire des violations graves commises entre 1993 et 2003». Cette décennie de damnation est découpée en quatre séquences: entre 1993 et 1996, les Kassaiens sont persécutés au Katanga et le Kivu est déstabilisé par les conflits locaux, avant de voir, en 1994, son fragile équilibre ethnique définitivement rompu par l'afflux de centaines de milliers de réfugiés hutus fuyant le Rwanda au lendemain du génocide tutsi; entre 1996 et 1998, la conquête du pouvoir par Kabila père fait basculer le pays dans une première guerre; en 1998 débute la «deuxième guerre», qui transforme l'ancienne colonie belge en un champ de bataille continental sans précédent, où s'affrontent jusqu'à huit armées africaines et 21 groupes rebelles. De 2001 à 2003, après plusieurs accords de cessez-le-feu, une transition précaire s'installe.

En 2007, Ban Ki-moon, le nouveau secrétaire général de l'ONU, entérine le projet mapping qui sera mené sous la tutelle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH). En mai de la même année, lors d'une tournée dans la région des Grands Lacs, Louise Harbour, alors à la tête du HCDH, décroche avec une facilité qui déconcerte les observateurs le feu vert de Joseph Kabila, le président de la RDC. Une équipe d'une trentaine de membres se constitue, elle se déploie sur le terrain en octobre 2008, pour six mois. En juin 2009, elle boucle son rapport et le transmet au HCDH.

Anthologie de l'horreur, il recense 617 incidents, viols, massacres de civils, pillages, enrôlement d'enfants soldats, qui révèlent «la perpétration de graves violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire». Chacun est corroboré par «deux sources indépendantes». Si tous les groupes armés sont désignés par leur appellation, seules de rares personnalités sont nommément identifiées. Une liste confidentielle des auteurs présumés de crimes a été transmise au HCDH.

Durant une pleine année, le rapport circule entre Genève et les Nations unies à New York. Navi Pillay, à la tête du HCDH depuis septembre 2008, lui accorde une importance manifeste. En février dernier, devant des étudiants de l'Institut de hautes études internationales à Genève, elle se réjouit ainsi de ce que ce projet mapping soit, à sa publication, «un outil puissant et constructif» pour «lutter contre l'impunité». Mais la date de cette publication, précisément, reste un objectif diffus. On évoque le mois de septembre; c'était sans compter sur le mécontentement des principaux concernés lorsqu'ils en prennent connaissance, Kinshasa en juin, puis cinq autres capitales régionales en juillet.

Chacune a pris part aux atrocités. Les responsabilités des Ougandais, Angolais et Burundais sont consignées noir sur blanc. Celles de l'AFDL et de l'Armée patriotique rwandaise aussi. Elles sont potentiellement les plus lourdes. D'après le rapport, tel qu'il circule actuellement sur la Toile, à partir de 1996 et durant des mois, ces deux entités ont perpétré à l'encontre de dizaines de milliers de réfugiés hutus, hommes,

femmes, enfants, vieillards et malades des attaques d'une nature «systématique, méthodologique et préméditée». Elles «révèlent plusieurs éléments accablants qui, s'ils sont prouvés devant un tribunal compétent, pourraient être qualifiés de crimes de génocide», poursuit le rapport.

Ces allégations ont plongé le Rwanda dans une fureur noire. «Le régime de Kigali a bâti toute sa réputation sur sa victoire sur les génocidaires. On se rend compte d'après ce rapport qu'il ne s'est pas nécessairement comporté mieux que les autres», décrypte l'expert suisse. Depuis la semaine passée, le chantage exercé par le Rwanda sur Ban Ki-moon est devenu tout à fait officiel. Comme il l'avait déjà fait en 2008, sans aller jusqu'au bout, le pays menace de reconsidérer sa participation aux forces de maintien de la paix si le rapport est publié. «Nos troupes sont en attente, la balle est dans le camp des Nations unies», a défié mardi lors d'une conférence de presse la ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, en raillant: «Comment l'ONU peut-elle accuser l'armée rwandaise de violer et de tuer, et au même moment vouloir d'elle qu'elle se consacre à la protection des populations autour du monde?»

Le Rwanda est le second contributeur à la force hybride ONU/Union africaine au Darfour, la Minuad (3326 hommes sur 21 816), et participe à la Minus au Sud-Soudan (300 hommes). «Les soldats rwandais ont la réputation d'être disciplinés et compétents et le commandant en chef de la Minuad est le général rwandais Patrick Nyamvumba. Leur retrait déstabiliserait une opération qui se heurte déjà à de lourdes difficultés», explique Pamphile Sebahara, spécialiste des conflits africains. Il serait aussi un revers sérieux pour l'ONU, dont les forces de maintien de la paix ont mauvaise presse en Afrique et qui peine à mobiliser de nouveaux contingents.

Le chantage a certainement pesé dans la décision de différer la publication du projet mapping. Il aurait par ailleurs été délicat de braver le courroux de Paul Kagamé, réélu à la présidence en août (93% des voix), alors qu'il doit être réinvesti ce lundi pour un mandat de sept ans. Il sera à nouveau sur le devant de la scène, onusienne cette fois, du 20 au 22 septembre lors de la conférence sur les Objectifs du millénaire à New York. En juin dernier, Ban Ki-moon l'a désigné à la coprésidence d'un comité chargé de stimuler ces objectifs.

Même s'ils ont pris quelques distances à mesure que les dérives autoritaires de son régime devenaient manifestes, Paul Kagamé compte encore des soutiens. Washington en est un. A mots couverts, les Américains se sont interrogés sur la qualité du projet mapping; en France, le Quai d'Orsay a en revanche indiqué en attendre «avec un grand intérêt la publication». En Ouganda, un porte-parole du gouvernement a dénoncé l'impéritie de l'ONU à résoudre les crises dans la région; au Burundi, les autorités ont réfuté l'implication de leur armée. Côté congolais, le ministre de la Communication, Lambert Mende Omalanga, a déclaré sur RFI que «le président (Laurent Kabila) est convaincu que la fin de l'impunité marquera l'ère du développement». Un document officieux que s'est procuré Le Temps révèle pourtant que l'accueil réservé par Kinshasa au projet mapping est glacial. Il dénonce «les faiblesses» du rapport («imprécision manifeste de plusieurs faits et chiffres», «excès de négativisme»), dont les pages ont été «gonflées», «afin qu'il impressionne».

Dans une verve acerbe, le gouvernement congolais déplore le fait que «certaines violations graves des droits de l'homme ne (soient) volontairement pas reprises» telles «celles perpétrées par la Monuc sur les populations civiles». Il proteste contre «le délai très court accordé à la RDC pour réagir», «à peine deux mois». A force de pressions, la RDC et ses voisins ont obtenu un mois de plus pour rédiger leurs commentaires. Navi Pillay, dont on murmure qu'elle a tout fait à New York pour que le rapport ne tombe pas aux oubliettes, a annoncé qu'ils seraient eux aussi publiés, le 1er octobre.

LE TEMPS RD CONGO Crever l'abcès

[Angélique Mounier-Kuhn](#) samedi 4 septembre 2010

Transformée en un champ de bataille sans précédent, otage de conflits polymorphes aux innombrables intervenants, entre 1993 et 2003, la République démocratique du Congo a enduré l'enfer. L'inventaire dressé par le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) des crimes les plus atroces perpétrés durant cette période est une manière de rendre hommage à ces millions de victimes civiles, décimées dans un silence international assourdissant.

Transformée en un champ de bataille sans précédent, otage de conflits polymorphes aux innombrables intervenants, entre 1993 et 2003, la République démocratique du Congo a enduré l'enfer. L'inventaire dressé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) des crimes les plus atroces perpétrés durant cette période est une manière de rendre hommage à ces millions de victimes civiles, décimées dans un silence international assourdissant.

Si on peut redouter que justice ne leur soit jamais rendue, le rapport du HCDH, qui ne sera publié que le 1er octobre, a le mérite courageux de consigner noir sur blanc certaines vérités taboues. A divers degrés, tous les pays de la région des Grands Lacs, et quantité de factions rebelles, ont pris part aux tueries. Tous ont du sang sur les mains. Mais il est une responsabilité plus délicate que les autres à pointer: celle du Rwanda, dans les massacres des réfugiés hutus sur le sol congolais. Entre 1996 et 1997, ils ont péri par dizaines de milliers, sous le feu de l'Armée patriotique rwandaise.

En 1997, Roberto Garreton, le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en RDC, a voulu enquêter: ses initiatives ont été paralysées, sa parole discréditée. En 2003, pour avoir rouvert le dossier, Carla Del Ponte a été éjectée du Tribunal pénal international pour le Rwanda, dont elle était la procureure. Aujourd'hui, cette réalité, étayée, documentée, refait surface dans le rapport du HCDH. Beaucoup ont encore du mal à la regarder en face, en témoigne le bras de fer pour entraver sa publication. Oui, le régime tutsi, qui a vaincu les génocidaires hutus, s'est à son tour rendu coupable des plus terribles exactions. Quatorze ans après les faits, il faut crever l'abcès.

EL PAÍS RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO • Des airs de rumba et la soif de vivre

Sa réputation a déjà franchi les océans et il a été ovationné au dernier Festival de Cannes : le groupe Staff Benda Bilili est composé de musiciens handicapés ayant grandi dans les rues de Kinshasa. Le documentaire qui raconte leur histoire sort en France le 8 septembre.

29.07.2010 | Mercè Pérez | [El País](#)



© Droits réservés

Staff Benda Bilili

Une volonté de fer et la conviction que la musique peut faire bouger les frontières, même quand on vit dans la rue. Telle est la force qui habitait les huit artistes de ce groupe bigarré qu'est le Staff Benda Bilili quand ils circulaient dans les environs de l'ancien zoo de Kinshasa, dans leurs fauteuils roulants "customisés" façon Harley Davidson du pauvre. Ils passaient alors le plus clair de leur temps à inventer des mélodies, tout en faisant les chauffeurs de taxi improvisés.



Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Pourtant, personne ne voulait jouer avec eux, la polio les ayant rendus à moitié aveugles ou paraplégiques. Les seuls instruments qu'ils pouvaient avoir entre les mains étaient ceux qu'eux-mêmes se fabriquaient à partir d'objets et d'ustensiles de récupération. *"On jouait dans des églises, à n'importe quel coin de rue, raconte le percussionniste Kabose Kabamba. C'est comme ça qu'on s'est rencontrés et qu'on a formé ce groupe où, malgré les différences d'âge – le plus jeune a 17 ans, le plus vieux 50 ans – et nos limitations physiques à cause de la polio, tout ce qui compte, c'est la musique comme remède à tout !"* Benda Bilili signifie "aller au-delà des apparences", parce que *"le mot flancher ne fait pas partie de notre vocabulaire"*, lance Ricky Lkabu, le leader du groupe, depuis son fauteuil roulant. Leur premier disque, *Très très fort*, dont ils ont enregistré la maquette sous un arbre, sur une console d'enregistrement connectée au groupe électrogène d'un bar, fait aujourd'hui un tabac en Afrique, et aussi en Europe. Un documentaire sur leur vie leur a même valu une ovation lors du dernier Festival de Cannes.

"Nous faisons un mélange de rumba, de funk, de blues et de reggae, avec des instruments de notre fabrication", explique Ricky Lkabu. Le plus étonnant est celui de Roger, le benjamin du groupe. Son instrument est une sorte de luth qu'il appelle un santongué, confectionné à partir d'une boîte de lait en poudre, d'un filet de pêche et de fil électrique. Pour ces musiciens, tous les moyens sont bons pour créer des chansons qui racontent leur vie quotidienne.

"Dans le morceau intitulé Polio, nous recommandons à tous les parents de faire vacciner leurs enfants contre cette maladie, raconte le bassiste Paulin Cavalier. Mais nous abordons aussi la hausse des prix ou la vie des enfants des rues." Avec eux sur scène, il y a justement un enfant qui traînait dans les rues poussiéreuses de Kinshasa et qui aujourd'hui se contorsionne sur leurs rythmes. L'objectif du Staff, selon Ricky Lkabu, est clair : *"L'Afrique est un continent riche, avec de l'or et des diamants, mais on ne sait pas comment l'exploiter. Nous voulons que les habitants de la république démocratique du Congo se réveillent. Nous faisons de la musique pour éduquer notre pays, pour que nos familles aient un toit et pour que nos enfants puissent recevoir une bonne éducation."*

JEUNE AFRIQUE

GUINEE Alpha CONDE et Cellou Dalein DIALLO vont s'expliquer chez Blaise Compaoré



Alpha Condé accuse Cellou Dalein Diallo d'être le candidat d'une "mafia". © AFP

28/08/2010 à 18h:45 Par AFP - Alpha Condé a annoncé samedi qu'il répondait "avec empressement" à l'invitation du président burkinabé Blaise Compaoré. Une rencontre est donc organisée entre les deux finalistes de la présidentielle guinéenne la semaine prochaine à Ouagadougou, sous l'égide du médiateur dans la crise guinéenne.

L'invitation a été lancée à l'initiative du président de la transition le général Sékouba Konaté qui a achevé vendredi [une visite de 24 heures au Burkina Faso](#). Elle vise à réunir la semaine prochaine à Ouagadougou les deux finalistes de la présidentielle guinéenne, fixé au 19 septembre : Cellou Dalein Diallo, et Alpha Condé.

Pour le second tour, organisé près de trois mois après le premier tour, M. Condé voit "deux camps s'affronter" celui du "changement" qu'il prône contre la "continuité souhaitée et voulue" par son adversaire Cellou Dalein Diallo.

J'ai en face de moi non pas un adversaire, un candidat mais une mafia qui a mis à sa tête une marionnette, car je ne peux pas appeler ça un candidat", dit-il. "Ce sont deux camps tout à fait différents qui s'affrontent, celui du changement et celui de la continuité, celui de la bonne gouvernance contre la mauvaise gouvernance", a expliqué le leader du RPG.

Alpha Condé, opposant guinéen historique, a été crédité de 18,25% des suffrages au premier tour, alors que Cellou Dalein Diallo a obtenu 43,69% des suffrages.



MOZAMBIQUE • La colère gronde à Maputo

Les émeutes qui ont éclaté le 1er septembre ont fait sept morts dans la capitale mozambicaine. Les habitants des quartiers populaires se révoltent contre la flambée des prix. L'armée réprime. Le régime ne comprend plus les préoccupations des populations les plus pauvres qui l'ont pourtant porté au pouvoir.

03.09.2010 | Paul Granjo | [Público](#)



© AFP Une voiture incendiée dans une rue de Maputo, après les émeutes contre la vie chère, 2 septembre 2010.

Tout comme le 5 février 2008, Maputo a connu le 1er septembre une journée sous le signe de barricades de pneus brûlant dans la rue, de jets de pierres sur des voitures et des vitrines, et de citoyens tués par les balles des forces de police. Comme lors de ce mois de février, la révolte a été convoquée via SMS et le bouche à oreille et s'est répandue telle une boule de neige d'un quartier populaire à un autre, à mesure que la fumée des barricades voisines devenait visible. Comme en 2008, la cause immédiate des protestations a été l'augmentation brutale des prix. A l'époque, c'était les tarifs des "chapas", des fourgonnettes brinquebalantes qui servent de moyen de transport à l'immense majorité des habitants. Aujourd'hui, c'est celui de l'eau, de l'électricité, et du pain et du riz - leur base alimentaire. Ajoutons que dans les deux cas, les augmentations menacent les perspectives de survie d'une population qui a besoin de toute son ingéniosité et de sa débrouillardise pour, simplement, se maintenir au bord du précipice. Pour ces pauvres, le plus irritant ce ne sont pas les augmentations, mais ce qu'elles signifient : une déconsidération de la part de ceux qui décident face à leurs difficultés et leurs besoins les plus élémentaires.

Avec la fin de la guerre civile, le Mozambique est passé d'un régime socialisant et paternaliste à une politique ultralibérale qui a entraîné l'augmentation du chômage et l'apparition d'une élite économique issue ou proche de l'élite politique. Mais aussi l'érosion du contrôle local de la population à travers les institutions partisans qui, si elles pouvaient être à l'origine d'abus, jouaient également le rôle de canalisateur des besoins et des demandes populaires. Le sentiment qui se propage actuellement dans les quartiers populaires du Grand Maputo est celui d'une incertitude globale quant au futur et à leur propre survie et l'idée que leurs difficultés sont devenues sans intérêt pour les puissants, qu'il n'y a pas de canaux où communiquer de façon efficace leurs demandes. Cette situation et cette vision expliquent que les révoltes comme celle de mercredi sont perçues comme la seule forme viable de protestation. Et qu'elles se peuvent se produire chaque fois qu'une nouvelle mesure menacera leur survie alors qu'ils voient défiler devant eux de véritables ostentations de richesse et d'inégalité.

Cela ne signifie pas que ceux qui protestent violemment prétendent mettre en cause le gouvernement ou le parti qui le dirige depuis l'indépendance. Maputo est un bastion du FRELIMO [le Front de libération du Mozambique, qui a conduit dès le début des années 1960 la lutte pour l'indépendance de cette ex-colonie portugaise] et la majorité des manifestants ont vraisemblablement voté pour lui lors des législatives de l'an passé. Sauf que la vision des droits et des devoirs entre gouvernants et gouvernés qui prédomine chez les habitants des quartiers populaires ne coïncide pas avec la tradition européenne (et celle des élites politiques locales). Pour eux, il suffit qu'un gouvernement légitime prenne des décisions légales pour que celles-ci soient de la sorte légitimes. Ils considèrent plutôt que le pouvoir n'a pas à être menacé mais, en contrepartie, il doit garantir un minimum de bien-être et de dignité aux personnes qu'il gouverne. Le gouvernant peut "manger plus", mais pas "manger tout seul" au prix de la faim des autres.

Les révoltés du 1er septembre (tout comme ceux de 2008) protestaient contre une décision politique concrète, contre la façon dont le pouvoir politique est exercé. En fin de compte, ils protestaient contre ce qu'ils considéraient être une rupture du "contrat social" qu'ils établissent avec le pouvoir et auquel ils se soumettent. Une rupture qu'ils ne tolèrent plus. Bien sûr, chaque fois qu'une révolte est couronnée de succès (celle de 2008 était un véritable motif d'orgueil dans les quartiers pauvres), cela renforce l'idée populaire que c'est la seule forme efficace de protestation. Ce qui met le gouvernement mozambicain face à un dilemme épineux : soit il ne cède pas aux demandes et il augmente de façon exponentielle la répression policière, risquant de la sorte de perdre l'appui financier international dont il dépend ; soit il agit d'une façon plus "traditionnellement" africaine, en étant plus à l'écoute, en dialoguant, ce qui fragiliserait ses pratiques autoritaires et la concentration de richesse telle qu'elle existe aujourd'hui.

KENYA - SOUDAN Kofi Annan demande à Nairobi de clarifier sa position sur la CPI



L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui fut médiateur dans la crise kényane, a invité dimanche Nairobi à clarifier sa position à l'égard de la Cour pénale internationale (CPI) après l'invitation par le Kenya du président soudanais Omar el-Béchir, recherché pour génocide.

Actualisé le 29 août à 21h29.

Le Kenya avait invité vendredi le président Béchir à la cérémonie solennelle de promulgation de sa nouvelle Constitution, à laquelle [le dirigeant soudanais a participé sans être inquiété](#). Le Kenya, signataire du statut créant la CPI, avait théoriquement l'obligation de l'interpeller car la Cour a émis deux mandats d'arrêt contre lui, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et pour génocide au Darfour, une province de l'ouest du Soudan en proie à une guerre civile meurtrière.

« Comme beaucoup d'autres, j'ai été surpris par la présence du président soudanais Béchir à Nairobi pour la promulgation de la nouvelle Constitution du Kenya », a dit M. Annan dans un communiqué publié à Nairobi. Il s'exprimait en qualité de président du Panel de personnalités éminentes africaines, formé à la demande de l'Union africaine pour aider le Kenya à sortir de la crise après les violences post-électorales de 2007/08 qui ont fait quelque 1.500 morts, les pires depuis l'indépendance du pays.

Omar el-Béchir "est un voisin"

« Le Kenya a des obligations précises en tant que signataire du statut de Rome (le traité fondateur de la CPI) et coopère également avec la Cour pénale internationale dans les enquêtes relatives à la violence électorale », ajoute Kofi Annan. « Dans ces circonstances, le gouvernement devrait clarifier sa position et réaffirmer son engagement et sa coopération avec la CPI », souligne M. Annan.

Le panel qu'il dirige est parvenu à arracher un accord de partage du pouvoir en février 2008 pour mettre fin aux violences qui avaient accompagné la réélection controversée du président Mwai Kibaki fin 2007. Ce dernier avait été maintenu à la présidence du pays tandis qu'un poste de Premier ministre était créé et confié à son adversaire malheureux, Raila Odinga.

Face aux nombreuses critiques internationales, Nairobi a justifié l'invitation de M. Béchir aux cérémonies constitutionnelles. « Le président Béchir est ici parce que nous avons invité tous nos voisins et que c'est un voisin », a déclaré vendredi le ministre des Affaires étrangères Moses Wetangula. « Nous n'avons à nous excuser (...) parce que je suis sûr que nous améliorons la paix, la sécurité et la stabilité dans la région », a ajouté M. Wetangula.

Signaux contradictoires

Mais, à y regarder de plus près, les signaux sont pour le moins contradictoires. « Cela a été une erreur d'inviter le président Béchir, parce qu'il est inculpé de crimes contre l'Humanité, même si nous voulons renforcer nos relations de bon voisinage avec les pays de la région », a déclaré le Premier ministre Raila Odinga, lors d'un déplacement dans la banlieue de Nairobi pour assister à un office dans une Église pentecôtiste.

Le vice-ministre kényan des Affaires étrangères Richard Onyonka a assuré de son côté dimanche que « le Kenya souhaite réaffirmer son engagement à l'égard de la CPI ».



SOUDAN • El-Béchir défie la Cour pénale internationale

31.08.2010 - Sur invitation de Mwai Kibaki, son homologue kenyan, Omar El-Béchir, président du Soudan, s'est rendu à Nairobi le 27 août pour prendre part à la cérémonie officielle de promulgation de la nouvelle Constitution, [rapporte L'Observateur Paalga](#). Omar El-Béchir est pourtant sous le coup de deux mandats d'arrêt émis contre lui par la Cour pénale internationale (CPI), en mars 2009 et en juillet 2010, respectivement pour crimes de guerre et contre l'humanité, et pour génocide au Darfour. Le Kenya étant un pays signataire du statut de Rome instituant la CPI, il n'en fallait pas plus pour déclencher une levée de boucliers des instances internationales. Omar El-Béchir n'en est pas à son premier pied de nez à la CPI. En juillet, il l'avait défiée en effectuant une visite au Tchad.



Béchir au Kenya

Un invité qui a fait scandale

Sur invitation de son homologue kenyan, Mwai Kibaki, le président soudanais, Omar el-Béchir, a effectué une visite à Nairobi le vendredi dernier, pour prendre part à la cérémonie officielle de la promulgation de la nouvelle Constitution du Kenya. L'homme fort de Khartoum, on le sait, est sous le coup de deux mandats d'arrêt émis contre lui par la Cour pénale internationale (CPI) en mars 2009 et juillet 2010, respectivement pour crimes de guerre et contre l'humanité, et pour génocide au Darfour.

Le Kenya étant un pays signataire du statut de Rome instituant la CPI, il n'en fallait pas plus pour une levée de boucliers des instances internationales. Catherine Ashton, la Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, a alors demandé au Kenya de « respecter ses obligations » et d'arrêter le président soudanais. Même appel aux Etats membres de l'ONU à respecter l'application des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. A cette injonction, les juges de la CPI ont fait chœur, appelant les Etats parties au fameux statut à prendre toute mesure « opportune ». Béchir n'est pas à son premier pied de nez à l'endroit de la Cour. En juillet passé, il l'avait déjà défiée en effectuant une visite au Tchad. Malgré les cris d'orfraie poussés en son temps, le chef militaire est retourné chez lui sans être inquiété. Cette fois-ci encore, ce fut bien le cas. C'est le contraire qui aurait étonné, quand on sait que pour l'Union africaine (UA), les mandats d'arrêt contre Omar El-Béchir nuisent à la recherche de la paix au Darfour, cette province de l'Ouest du Soudan en guerre civile depuis sept ans.

N'a-t-elle d'ailleurs pas demandé à ses membres d'ignorer les demandes de la CPI ? Et même qu'elle lui a refusé d'ouvrir un bureau de liaison en Afrique où tous les dossiers qu'elle a traités jusqu'à maintenant trouvent leur origine. En réalité, le refus des chefs d'Etat du continent d'appliquer la mesure de la Cour qu'ils trouvent impartiale, est la traduction de leur peur d'avoir eux-mêmes affaire un jour à elle, chacun traînant bruyamment des casseroles. La solidarité de corps est donc mise en branle pour signifier comme qui dirait : « On meurt ensemble ». Pour l'arrestation donc de l'enfant terrible d'Hosh Bonnaga, en tout cas en terre africaine...veuillez bien repasser demain. **L'observateur**

AFRIQUE SOCIETES

JEUNE AFRIQUE
Toute l'actualité des jeunes en Afrique

JUSTICE Les chefs d'État africains ont-ils peur de la CPI ?



Un agent de police saisit une affiche demandant

l'arrestation du président soudanais, le 27 août. © AFP

28/08/2010 à 19h:45 Par AFP - À cette question, de nombreux analystes occidentaux - mais pas seulement - répondent par l'affirmative. Pourtant la plupart des pays qui refusent aujourd'hui de coopérer avec la Cour pénale internationale ont signé le statut de Rome qui l'a instituée... Pourquoi ?

La présence du président soudanais [Omar el-Béchir au Kenya](#) malgré deux mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) illustre le refus des dirigeants africains de coopérer avec cette organisation de crainte d'avoir eux-mêmes un jour à lui rendre des comptes, estiment des analystes.

Bien que le Kenya soit signataire du traité fondateur de la cour, il a invité vendredi le président soudanais, accusé de génocide, de crimes de guerre ainsi que de crime contre l'humanité au Darfour, aux cérémonies de promulgation de sa nouvelle Constitution. La Cour pénale internationale (CPI) a "informé" le Conseil de sécurité de l'ONU de ce déplacement afin que "toute mesure jugée opportune" soit prise. Le Kenya a justifié cette invitation car Bechir est un "voisin", a expliqué le ministre des affaires étrangères Moses Wetangulai.

"La bonne vieille impunité"

"Les dirigeants africains étaient ravis de coopérer avec la CPI tant qu'elle visait des seigneurs de la guerre rebelles. Mais quand ils s'en sont pris à l'un des leurs au Soudan, ils ont serré les rangs et invoqué le vieux mantra : "des solutions africaines aux problèmes africains", dit Lars Waldorf, spécialiste de droit international au Centre des droits de l'homme de la Faculté de droit de York, au Royaume-Uni.

L'Union africaine qui réunit 53 pays du continent a déjà déclaré que les mandats d'arrêt visant le dirigeant soudanais nuisaient à la recherche de la paix au Darfour, une province de l'ouest du Soudan en guerre civile. Elle a demandé à ses membres d'ignorer les demandes de la CPI et lui a refusé d'ouvrir un bureau de liaison en Afrique, où tous les dossiers qu'elle a traité jusqu'à maintenant trouvent leur origine. "La 'solution africaine' aux crimes d'Etat contre l'humanité est la non-coopération", ajoute M. Waldorf, estimant qu'il s'agissait là de "la bonne vieille impunité pour l'actuelle génération de potentats d'Afrique".

Association CVU-Togo-Diaspora
 Les Services du CVU-Diaspora-International
 Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Un autre analyste, Fouad Hikmat, spécialiste de la Corne de l'Afrique à l'International Crisis Group, remarque que les mandats d'arrêt de la CPI ont suivi une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, bien que le Soudan ne reconnaisse pas la cour internationale. "Le cas de Béchir représente un précédent très dangereux" pour les autres chefs d'Etat africains en exercice. "Même si vous n'êtes pas membre (de la cour) vous pouvez toujours être appelés à rendre des comptes par une résolution du Conseil de sécurité", dit-il.

Le talon d'Achille de la coopération des États

Pour Ahmed Hussein Adam, porte-parole des rebelles darfouriens du Mouvement pour la justice et l'égalité, la plupart des dirigeants africains qui se sont rangés derrière le président Béchir le font "parce qu'ils craignent pour eux-mêmes, pas parce qu'ils aiment Béchir". "Ils le soutiennent à cause de leurs propres dossiers, parce qu'ils ont commis de multiples violations de droits de l'homme contre leur peuple", a-t-il dit interrogé par l'AFP depuis Londres.

La CPI pourrait prochainement demander l'arrestation de Kényans impliqués dans les violences post-électorales de 2007-2008 qui avaient fait plus de mille morts. "Par leur invitation à Béchir, les dirigeants kényans s'offrent une assurance pour le cas où ils auraient à faire face un jour à des mandats d'arrêt de la CPI. En attendant, ils rappellent que le talon d'Achille de la justice pénale internationale reste la coopération des Etats", estime M. Waldorf.

Malgré l'émission de mandats d'arrêt, le président soudanais a voyagé dans différents pays d'Afrique sans jamais être inquiété. Fin juillet, il s'était rendu au Tchad, signataire lui aussi du traité instituant la CPI et le même mois le sommet de l'UA de Kampala avait réitéré l'appel à ne pas arrêter Omar el-Béchir.

Brèves Santé SANTE La cybersanté au menu de la 60e session de l'OMS Afrique



Publié par [© Brèves Santé](#) le 31 août 2010 -

Les représentants des 46 Etats africains membres de l'OMS réunis à Malabo devraient évoquer les solutions en matière de cybersanté, le dépistage du cancer de l'utérus, l'amélioration des prestations, la lutte contre la drépanocytose et la tuberculose.

Les ministres de la Santé de plusieurs pays africains, dont le Dr Komlan Mally du Togo, participent depuis lundi à Malabo en Guinée Equatoriale à la 60e session du comité régional de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique. Les représentants des 46 Etats africains membres de l'OMS doivent évoquer au cours de leurs travaux, outre les activités de l'organisation, des thèmes très concrets de santé publique, dont la réduction de la consommation d'alcool, les solutions en matière de cybersanté, le dépistage du cancer de l'utérus, l'amélioration des prestations, la lutte contre la drépanocytose et la tuberculose. Les membres de l'OMS vont également se pencher sur les questions relatives à l'éradication de la polio et aux conséquences de la crise économique mondiale sur la santé en Afrique avec une réduction substantielle des aides étrangères.

Komlan Mally a indiqué lundi que les épidémies récurrentes et la riposte aux situations d'urgence seraient aussi à l'ordre du jour. En marge de la session, le ministre togolais de la Santé s'est entretenu avec le directeur général de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, le Dr Placido Cardoso, et avec le directeur régional de l'OMS-Afrique, le Docteur Luis Gomes Sambo. L'occasion d'effectuer un tour d'horizon de la mise en œuvre des différentes interventions de santé au Togo. Un accent particulier a été mis sur le chronogramme du processus IHP* + (Partenariat International pour la Santé et Initiatives apparentées). Dans le cadre des préparatifs du lancement de la Campagne pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA), outre ces deux responsables, M. Mally s'est également entretenu avec la directrice de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et avec le représentant du Directeur Régional de l'UNICEF.

Le ministre a invité ces personnalités à participer, début septembre à Lomé, au lancement de la Campagne CARMMA qui aura lieu dans la première quinzaine du mois de septembre 2010. L'IHP a pour objectif de mobiliser les partenaires (OMS, Banque mondiale, UNICEF et autres partenaires bilatéraux et multilatéraux) pour le financement du secteur de la santé au Togo. Ce partenariat, initié par l'OMS, a été lancé en septembre 2007 afin d'aider les pays en développement à atteindre plus vite les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies. L'ensemble des signataires s'engagent à collaborer, sous l'égide de partenaires de pays en développement, pour améliorer les soins et les résultats obtenus dans le domaine de la santé.

ASIE

THE IRISH TIMES

THAILANDE • Des chemises rouges chauffées à blanc

Trois mois après l'évacuation sanglante des opposants au gouvernement du centre de Bangkok, le calme prévaut. Mais les plaies ne sont pas pansées. Certains sont à nouveau sur le pied de guerre.

30.08.2010 | David McNeill | [The Irish Times](http://www.irishtimes.com)



© AFP Des opposants au gouvernement, Bangkok, avril 2010.

DE LAMPHUN

Dans le nord de la Thaïlande, c'est le monde à l'envers. Des hommes accusés de terrorisme sont salués en héros, la police est vue comme l'ennemi et des enfants portent des tee-shirts rendant hommage aux opposants au gouvernement. Chassé du pouvoir, accusé de crimes et poursuivi par la justice, l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, aujourd'hui en exil, est vénéré dans toute la région. Récemment, lors d'un rassemblement de ses partisans à Lamphun [à 30 km au sud de Chiangmai], son visage souriant s'affichait sur des tasses, des drapeaux et des poupées. Voilà trois mois [à la mi-mai 2010], les "chemises rouges", dont beaucoup sont originaires de cette zone, ont été délogées manu militari du centre de Bangkok qu'elles occupaient depuis neuf semaines. Une fois la fumée dissipée, on a recensé au moins 90 morts et 2 000 blessés, et les rues de la capitale, jusque-là l'une des plus paisibles d'Asie, s'apparentaient à un champ de bataille. Depuis, la police a arrêté un grand nombre de meneurs et renvoyé des milliers de manifestants chez eux. Mais à Lamphun, à 670 kilomètres et à un monde de la capitale, les militants préparent leur retour.

“Je suis sûr à un million de pour cent que les chemises rouges vont revenir”, clame Sriwan Janhong, l’un des leaders locaux du mouvement. “Quand vous mettez les gens au tapis, vous devez vous attendre à ce qu’ils se rebiffent avec violence.” Lors du meeting, qui s’est tenu début août dans un vaste entrepôt de Lamphun, des milliers de partisans ont juré de contre-attaquer. “Le combat se poursuivra jusqu’à ce que le gouvernement autorise des élections libres et nous écoute”, assène une militante, qui se présente sous le nom de Dao [parmi les mots d’ordre des chemises rouges figure la démission du gouvernement actuel auquel elles dénie toute légitimité]. “Nous montrons aujourd’hui que nous sommes toujours en vie.”

Même si le gouvernement prétend avoir rétabli l’ordre, la Thaïlande demeure plus profondément divisée que jamais entre d’une part les plus démunis et, de l’autre, l’élite conservatrice, militaire et royaliste. Au bout du compte, une grande majorité des Thaïlandais sont convaincus que la lutte entre les chemises rouges et leurs adversaires monarchistes – les “chemises jaunes” –, qui divise le pays depuis le coup d’Etat qui a renversé Thaksin Shinawatra en 2006, finira par resurgir. Depuis la fin du siège de Bangkok, le Premier ministre Abhisit Vejjajiva a déclaré la guerre aux chemises rouges en faisant passer des lois draconiennes et en remaniant le gouvernement et l’armée de manière à renforcer ses propres rangs. Le général Prayuth Chan-ocha, qui a joué un rôle de premier plan dans le coup d’Etat de 2006, est à quelques jours de prendre la tête de l’armée. Les autorités ont eu pratiquement carte blanche pour traquer les rebelles et leurs sympathisants : selon le Bangkok Post, elles ont fermé 40 000 sites Internet [certains évoquent le chiffre de 110 000] et arrêté des internautes, des opérateurs et des prestataires de service. Les chemises rouges racontent que des gens ont purement et simplement disparu. “C’est une véritable chasse aux sorcières”, estime Dao, qui travaille comme guide touristique.

Dao et ses camarades sont excédés de voir le régime les prendre constamment pour cible. Ce sont des gens comme eux qui, en 2001, 2005 et 2006, ont permis au parti Thai Rak Thai de Thaksin Shinawatra de remporter les élections. Un an après le coup d’Etat de 2006, ils ont à nouveau plébiscité son parti [devenu Parti du pouvoir du peuple (PPP)] malgré les tentatives du régime militaire pour modifier les règles constitutionnelles. Fin 2008, l’armée et les royalistes ont dissous le PPP et apporté leur soutien à un nouveau gouvernement dirigé par le parti dit, paradoxalement, “démocrate”. Mais, pour les chemises rouges, il n’y a guère de doute que, si l’ancien Premier ministre rentrait d’exil, il serait à nouveau porté au pouvoir.

A San Kamphaeng, une petite ville de la province de Chiang Mai, où Thaksin Shinawatra et sa famille faisaient le commerce de la soie, le portrait de l’ancien Premier ministre est affiché sur les murs des édifices publics et des restaurants. Il s’agit du bastion de cet homme d’affaires converti à la politique, qui a empoché 1 milliard de dollars [786 millions d’euros] en vendant ses parts dans le géant des télécommunications Shin Corporation [opération pour laquelle une partie de ses avoirs ont été saisis par la justice]. Peu de gens ici adhèrent à la version du gouvernement selon laquelle il a été chassé du pouvoir pour fraude fiscale, vente de biens publics et insulte au roi [le crime de lèse-majesté est très sévèrement puni dans le royaume].

A 82 ans, le roi Bhumibol, le plus ancien monarque en exercice du monde, est dans un état de santé précaire [il est hospitalisé depuis près d’un an]. Les critiques à son encontre et les allusions à sa santé ou, pire, à sa disparition sont tuées dans les médias. Certains pensent que sa mort pourrait déclencher la confrontation si longtemps attendue entre les chemises rouges et les chemises jaunes. “Quand le roi s’en ira, ce sera vraiment terrible”, observe le meneur Sriwan Janhong. “Personne ne peut prédire ce qu’il arrivera.” Les lieux de rassemblement des chemises rouges sont les rares endroits en Thaïlande où ne trône pas de portrait du roi. Les kiosques de Lamphun vendent en revanche des DVD commémorant les combats

de Bangkok et des tee-shirts représentant un de leurs martyrs, le général renégat Khattiya Sawasdipol, alias Seh Daeng, qui avait rejoint leurs rangs et qui a été abattu par un sniper appartenant sans doute à l'armée. Dans l'entrepôt de Lamphun, des spectateurs sont alignés devant d'horribles photos de manifestants morts dans les rues de la capitale. Sur la scène, l'un des leaders nationaux du mouvement, prend la parole. Militant démocrate de la première heure et membre du Parlement, c'est l'un des rares meneurs à ne pas être sous les verrous. Il s'est livré à la police pour tenter de mettre fin au bain de sang de Bangkok, mais il a été ensuite libéré sous caution, sans doute grâce à son mandat parlementaire. "Nous poursuivrons notre combat, lance-t-il à la foule. Rien ne pourra nous arrêter, pas même la mort."

MOYEN-ORIENT

LE TEMPS IRAK «Parce que vous pensez que les Américains vont vraiment partir?»

Edith Bouvier Bagdad jeudi 2 septembre 2010



Le vice-président américain Joe Biden assiste à une cérémonie sur la base américaine près de Bagdad. (AFP)

L'armée américaine a tourné la page de la mission de combat entamée avec l'invasion en 2003. La réaction d'Irakiens dans la capitale

Les Américains s'en vont. Discrètement, presque sur la pointe des pieds. Une cérémonie a été organisée mercredi dans la «zone verte», mais seuls les GI et quelques dignitaires irakiens ont pu y assister. Après les récentes polémiques quant au manque de préparation de l'armée irakienne, tous se sont voulus rassurants. «C'est un grand jour pour l'Irak et les Irakiens, nous allons enfin assurer pleinement la responsabilité de notre pays. Et nous sommes prêts», s'est félicité le premier ministre Nouri al-Maliki. Une assurance répétée par le ministre de l'Intérieur, Jawad Bolani: «Nous contrôlons actuellement huit régions. Mais bientôt, nous devrions en récupérer d'autres.»

De l'autre côté des épais murs de protection antibombes, la vie continue. Ali tient un petit restaurant à quelques mètres de là. «Commercialement, c'est une bonne nouvelle pour moi. Les Américains ne sont jamais venus chez moi. Ils se faisaient tout livrer. Alors que les soldats irakiens, eux au moins, ils viennent tout le temps ici.» Entrent justement deux militaires venus chercher des glaces. Avec la chaleur et leur lourd armement, ils transpirent dans leur épais uniforme beige. Parfum fraise pour tout le monde. Ali soupire: «Avec cette chaleur, je ne sais plus quoi faire. Les Américains nous avaient promis de nous rétablir l'électricité. Mais on a seulement quelques heures de courant chaque jour. Alors j'ai investi dans un générateur. Pour survivre. Mais à quel prix?»

Au bazar Al-Chorj, c'est l'heure des derniers achats avant la rupture du jeûne. Hawa remplit des sacs de légumes. Depuis l'an dernier, le prix des denrées alimentaires a explosé, sans que la vieille dame ne comprenne vraiment pourquoi. «Les terroristes sont les seuls à ne pas faire le ramadan. Nuit et jour, ils

continuent leur sale travail. Vous croyez vraiment que cela va s'arrêter du jour au lendemain?» Depuis une dizaine de jours en effet, la tension est encore montée d'un cran. On est loin des années de terreur en 2006 et 2007, quand les attentats étaient quotidiens et les escadrons d'Al-Qaida régnaient en maîtres dans Bagdad. Mais les dernières vagues d'attentats, visant forces de sécurité et communauté chiite, ont fait ressurgir de mauvais souvenirs, pas si lointains que cela.

En passant devant un vendeur de télévisions, Hawa s'arrête devant l'image du premier ministre, Nouri al-Maliki. «Et lui, il fait quoi? Ils se disputent tous la place du chef, pour être le calife à la place du calife. Mais il va falloir qu'ils se décident. L'Irak n'a pas besoin de ça en plus.» En mars, les élections législatives se sont déroulées à peu près dans le calme. Mais, depuis, aucune coalition n'est parvenue à former de majorité. Tous les Irakiens attendent. Et perdent parfois patience. Le premier ministre continue d'assurer ses fonctions. Sans personne pour préparer l'avenir du pays.

Place Ferdaous, là où se tenait la statue de Saddam Hussein abattue le 9 avril 2003, la chaleur commence à tomber, peu après la rupture du jeûne. Plusieurs hommes ont installé des chaises en plastique et discutent. Amar vient de terminer des études d'ingénieur. Le départ des Américains le laisse sceptique. «Parce que vous pensez que les Américains vont vraiment partir? Avec tout ce qu'ils ont investi ici, s'énerve-t-il, en nettoyant ses lunettes. Il reste tout de même près de 50 000 soldats. On ne les voit plus trop dans la ville. Mais ils sont là. Et derrière eux, il ne faut pas oublier les entreprises de reconstruction, celles pour le pétrole.»

Sur les bords du Tigre, les restaurants de la corniche Al-Azamyia ont rouvert depuis un peu plus d'un an. Les familles s'y pressent. Les enfants jouent sur les balançoires, les parents discutent sous les arbres, les amoureux se promènent... L'ambassade américaine n'est qu'à quelques mètres. Ces derniers temps, les tirs de roquettes sont redevenus quotidiens. Les survols d'avions américains aussi. La foule sursaute à chaque fois. Hussein est venu avec toute sa famille. Il regarde les militaires avec une pointe d'ironie. «Les Américains ont été à la fois notre médecin et notre maladie. Ils nous ont sauvés de Saddam Hussein. Mais ils ont créé un monstre presque aussi effrayant: le désordre, le sectarisme et l'insécurité.» Hier matin, au premier jour sous commandement irakien, des hélicoptères noirs filaient dans le ciel, emmenant le vice-président américain, Joe Biden, à l'aéroport.

Au même moment, dans un quartier de Bagdad, la première patrouille de l'armée irakienne prenait son service. Pour l'occasion, le général Kassim est venu encourager et féliciter ses troupes. Parmi eux, Ahmed, 21 ans, marche et parle comme un Américain. Il a intégré l'armée l'an dernier. Surtout par tradition familiale, mais aussi en espérant changer la situation. «Les Américains nous ont délivrés de Saddam. Ils nous ont aidés à nous reconstruire, ils nous ont entraînés, nous ont donné des armes. Maintenant, il faut qu'on continue tout seuls.» C'est au tour des hélicoptères irakiens de sillonner le ciel de Bagdad.